



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6^{ème} séance)

Délibération n° COM 2017-10-12/10

OBJET : Autorisation donnée à la Présidente pour la signature de la convention de partenariat entre la CANGT et la Chambre des métiers et de l'Artisanat de la région Guadeloupe

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia,

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carol, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

A été élu secrétaire de séance : M. PORLON Pierre

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant que la convention de partenariat avec la Chambre des métiers et de l'Artisanat de la région Guadeloupe consiste en un accompagnement spécifique complet de porteurs de projets et/ou entreprises afin de leur permettre d'acquérir les outils et connaissances indispensables au pilotage de leurs projets.

Considérant que pour la période 2017-2018 le plan d'action ci-après a été proposé aux élus :

ACTIONS	OBJECTIFS	ELEMENTS DE MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS
Accompagnements spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accompagner la création et le développement des entreprises en élaborant avec le porteur son projet d'entreprise et en l'accompagnant du début à la fin (ex. augmenter l'attractivité de son entreprise). L'approche devra être pédagogique afin que le chef d'entreprise puisse devenir complètement autonome sur le management de son entreprise et qu'il soit toujours en amélioration continue. ✓ Pérenniser l'activité économique des structures ✓ Favoriser la création d'emploi et les embauches ✓ Améliorer la qualité des prestations fournies par les professionnels du Nord Grande-Terre 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sélectionner au moins 12 projets (création et développement) par an : fixer avec le porteur des objectifs et mettre en place un cheminement ✓ Accompagner la mise en place de solutions (financement, solutions administratives, ...) ✓ Mobiliser tous les partenaires ✓ Inscription de deux professionnels sélectionnés conjointement dans un parcours Hygiène Qualité Environnement ✓ Mise en place de parcours thématique et/ou spécifique à l'attention de porteurs de projets sélectionnés conjointement et en cohérence avec les orientations stratégiques de la CANGT 	<p>Nombre d'entreprises bénéficiaires Satisfaction des bénéficiaires Régularité fiscale, sociale et comptable de l'entreprise</p> <p>Nombre de structure bénéficiaire Nombre de structures mise aux normes</p>

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ACTIONS	OBJECTIFS	ELEMENTS DE MISE EN ŒUVRE	INDICATEURS
Déploiement des dispositifs Chambre des métiers	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Favoriser la création ou le développement d'entreprises par les publics précaires (bénéficiaires des minima sociaux, demandeurs d'emploi, jeunes, femmes, seniors...); ✓ Financer, accompagner et assurer les micro-entrepreneurs; ✓ Conforter le développement économique du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ NACRE; ✓ Accompagnement : dossier de prêt bancaire; médiation; transmission, création d'entreprise 	Nombre de créations Nombre résiliations Qualité des accompagnements (satisfaction des bénéficiaires)
Collaboration avec le réseau de partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mener des actions communes et conjointes pour l'accompagnement des porteurs de projets ✓ Croiser les services et compétences de chaque partenaire afin d'apporter une aide la plus complète possible 	La CANGT est coordinatrice de cette collaboration Les partenaires identifiés : la Chambre des métiers et de l'artisanat, Pro-Infos, l'ADIE, LEADER Actions : Réunions et ateliers thématiques; sélection et accompagnement concerté de certains acteurs;	Nombre de rencontre avec la CANGT et les autres partenaires Nombre d'actions communes Nombres de bénéficiaires communs

Considérant que cette nouvelle convention d'une durée d'un an, prévoit le versement d'une participation de la CANGT à hauteur de 10 000,00 €.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des votants

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention de partenariat avec la Chambre des métiers et de l'Artisanat de la région Guadeloupe.

ARTICLE 2 : D'attribuer une subvention de 10 000,00 € à la Chambres des Métiers et de l'Artisanat de la Région Guadeloupe.

ARTICLE 3 : D'autoriser la Présidente à signer la convention de partenariat, ainsi que tous documents y afférents.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

 Présidente

Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne à L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

Transmis en Préfecture le 14/11/2017

N° de télétransmission: 971-200044691-20171012-COM2017101210-DE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.